

58211-2026 - Zadávání

Francie – Systémy pro detekci výbušnin – Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T).

OJ S 18/2026 27/01/2026

Oznámení o zahájení zadávacího nebo koncesního řízení – standardní režim

Dodávky - Služby

1. Kupující

1.1. Kupující

Oficiální název: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

E-mail: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr

Právní forma kupujícího: Ústřední orgán státní správy

Činnost veřejného zadavatele: Obrana

2. Řízení

2.1. Řízení

Název: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T).

Popis: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T). Les matériels entrant dans le périmètre de l'objet de l'accord-cadre seront répartis par familles et fonctions. Les familles envisagées à minima sont les suivantes: -DéTECTEURS; -Disrupteurs; -Équipements spécifiques d'intervention; -Exploseurs; -Appareils radiographiques; -Robots ou drones terrestres <300kg; - Équipements individuels.

Identifikátor řízení: 5fefbd17-62f6-4031-be8c-b0c9f0a565a0

Interní identifikátor: 24N60117

Typ řízení: Jednací řízení s uveřejněním / jednací řízení

Řízení se zrychlí: ne

Hlavní prvky řízení: article L.2324-1, L.2324-3, R.2361-8 à R.2361-12 du code de la commande publique

2.1.1. Účel

Charakter smlouvy: Dodávky

Další charakteristika zakázky: Služby

Hlavní klasifikace (cpv): 38546000 Systémy pro detekci výbušnin

Další klasifikace (cpv): 35000000 Bezpečnostní, hasičské, policejní a ochranné vybavení

2.1.2. Místo plnění

Nižší územní jednotka země (NUTS): Yvelines (FR103)

Země: Francie

Další informace: France métropolitaine

2.1.3. Hodnota

Odhadovaná hodnota bez DPH: 63 333 333,33 EUR

2.1.4. Obecné informace

Další informace: En cas de groupement d'opérateurs économiques au sens de l'article R.2342-12 du CCP, la forme juridique du groupement n'est pas imposée. Toutefois, si le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché public. Il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en qualité de membres de plusieurs groupements. Les groupements pourront être constitués ou modifiés jusqu'à la date de remise de la meilleure et dernière offre (MEDO). En outre, en cas de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, le groupement peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous contractants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-contractants ou entreprises liées à son acceptation, au regard des conditions de participation. Les documents listés ci-après et exigés aux candidats sont obligatoires, sous peine de rejet de la candidature de l'opérateur économique (en outre tout candidat ou groupement ne paraissant pas posséder les capacités suffisantes pour obtenir le marché, pourra être rejeté). Pièce 1 : La lettre de candidature : imprimé DC1 modèle du 1er avril 2019 dûment renseigné par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement. Pièce 2 : La déclaration du candidat : imprimé DC2 modèle du 1er avril 2019 dûment rempli par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques. Nota : Les imprimés réclamés ci-dessus sont ceux en vigueur. Ils peuvent être remplacés par des documents contenant les mêmes informations. Pièce 3 : Une liste des principales livraisons effectuées par le candidat individuel ou chaque membre du groupement au cours des trois dernières années portant sur un objet analogue à celui de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le repérage des numéros des pièces contenues dans le dossier doit être prévu par le candidat. L'ensemble des documents doit être rédigé en langue française. Si le candidat transmet des documents en langue étrangère, il doit impérativement joindre une traduction en langue française. Conformément à l'article R.2342-2 du CCP, dans le cas où le candidat voudrait se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, il fournit leur chiffre d'affaires global et/ou spécifique réalisé(s) au cours des trois derniers exercices disponibles, ainsi que les documents demandés supra aux candidats justifiant les capacités professionnelles et techniques sur lesquelles le candidat s'appuie. En outre, pour justifier qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché public, le candidat produit un engagement écrit et signé des opérateurs économiques. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, si le candidat n'est pas en mesure, pour une raison justifiée de produire les

documents et les références demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique, financière, technique et professionnelle par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis. Au cas où les pièces demandées sont absentes ou incomplètes, l'acheteur peut demander au candidat de compléter son dossier de candidature. Le cas échéant, l'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus. L'acheteur élimine les candidats dont les documents exigés n'ont pas été produits dans le délai fixé. Récapitulatif des cas de rejet d'une candidature : Dossier de candidature reçu après l'échéance fixée par l'acheteur, figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence. Dossier de candidature transmis selon des modalités ne respectant pas celles fixées dans l'AAPC, ne permettant pas notamment de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité (exemple : transmission par courriel hors «PLACE »). Candidat faisant l'objet d'une interdiction de soumissionner à un marché public en application des dispositions des articles L.2341-1 à L. 2341-3 et L.2341-5 du CCP dossier de candidature ne comportant pas toutes les pièces mentionnées dans les conditions de participations, ou comportant des pièces incomplètes, ou rédigées dans une langue étrangère sans traduction en langue française. dossier de candidature contenant un virus et si aucune copie de sauvegarde n'a été transmise. Candidat ne présentant manifestement pas les capacités financières, professionnelles et techniques suffisantes pour exécuter le marché public. Candidat d'un pays tiers à l'union européenne ou à l'espace économique européen. Modalités de communication et de transmission des plis pour la consultation: l'acheteur impose de recourir à une transmission électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). Si, après avoir déposé son pli, le candidat se rend compte qu'il a commis une erreur ou qu'il souhaite modifier le contenu de son dossier, il peut encore le faire, autant de fois que nécessaire, tant que la date limite de réception du dossier n'est pas dépassée. En pareil cas, il doit obligatoirement déposer à nouveau l'intégralité des pièces constituant le dossier et non pas les seules pièces complémentaires ou modificatives. En effet, dans l'hypothèse d'une succession d'envois, il est rappelé que seul le dernier pli reçu par l'acheteur dans le délai fixé est ouvert pour examen. Le candidat doit indiquer dans son dossier de candidature, au sein du DC1 ou équivalent, une adresse de courrier électronique valide, et doit prendre régulièrement connaissance du contenu de cette messagerie en cours de procédure. Il est tenu d'informer l'acheteur de toute modification de cette adresse de courrier électronique en cours de procédure. En effet, pour ses échanges avec les opérateurs économiques, notamment les réponses à leurs questions, les éventuelles demandes de complément de dossier et l'information des candidats retenus et non retenus, l'acheteur communique exclusivement via la messagerie sécurisée de la PLACE. Les courriels sont envoyés par la PLACE depuis l'adresse nepasrepondreprod@marchespublics.gouv.fr. L'opérateur économique doit prendre le soin de vérifier au préalable que cette adresse électronique soit accessible ou inscrite sur liste blanche pour passer les filtres éventuellement mis en place (serveurs, clients de messagerie, logiciel tiers, antispam). Les renseignements d'ordre techniques et administratifs peuvent être obtenus uniquement sur demande écrite et doivent être transmis par l'interface de questions de la PLACE 10 jours calendaires avant la date de remise des candidatures. Pour les questions posées ultérieurement, le pouvoir adjudicateur ne sera pas tenu de répondre. Pour accéder à l'interface de questions : sur le site indiquer la référence de la consultation dans la case <https://www.marchespublics.gouv.fr>, "recherche avancée". En cas de difficulté, les opérateurs économiques disposent de guides tutoriels téléchargeables sur la PLACE, d'une FAQ et d'une assistance téléphonique après génération d'un ticket le cas échéant, destinés à les guider et les aider à utiliser les fonctionnalités de la PLACE à les aider à déposer leurs plis de candidature et d'offres et leurs documents sur cette plateforme.

Právní základ:

Směrnice 2009/81/ES

2.1.6. Důvody pro vyloučení

Zdroje důvodů pro vyloučení: Zadávací dokumentace

5. Část

5.1. Část: LOT-0001

Název: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T).

Popis: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T). Les matériels entrant dans le périmètre de l'objet de l'accord-cadre seront répartis par familles et fonctions. Les familles envisagées à minima sont les suivantes: -DéTECTEURS; -Disrupteurs; -Équipements spécifiques d'intervention; -Exploseurs; -Appareils radiographiques; -Robots ou drones terrestres <300kg; -Équipements individuels.

Interní identifikátor: 24N60117

5.1.1. Účel

Charakter smlouvy: Dodávky

Další charakteristika zakázky: Služby

Hlavní klasifikace (cpv): 38546000 Systémy pro detekci výbušnin

Další klasifikace (cpv): 35000000 Bezpečnostní, hasičské, policejní a ochranné vybavení

5.1.2. Místo plnění

Nižší územní jednotka země (NUTS): Yvelines (FR103)

Země: Francie

Další informace: France métropolitaine

5.1.3. Odhadovaná doba trvání

Doba trvání: 84 Měsíce

5.1.4. Obnovení

Maximální počet obnovení: 0

5.1.5. Hodnota

Maximální hodnota rámcové dohody: 63 333 333,33 EUR

5.1.6. Obecné informace**Vyhrazená účast:**

Účast není vyhrazena.

5.1.9. Kritéria pro výběr

Zdroje výběrových kritérií: Zadávací dokumentace

5.1.10. Kritéria pro zadání**Kritérium:**

Jméno/název: Se référer au règlement de consultation au stade de l'offre.

5.1.12. Podmínky zadávání zakázek

Podmínky podání:

Povinné uvádění subdodávek: Jakou část zakázky zamýšlí uchazeč zadat třetí osobě

Elektronické podání: Požadována

Jazyky, v nichž lze podávat nabídky nebo žádosti o účast: francouzština

Varianty: Nepovolena

Lhůta pro doručení žádostí o účast: 02/03/2026 12:00:00 (UTC+01:00) středoevropský čas, západoevropský letní čas

Smluvní podmínky:

Plnění zakázky musí být provedeno v rámci programů chráněného zaměstnání: Ne

Podmínky týkající se plnění zakázky: Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents mixtes, ordinaires et de type accord-cadre à bons de commande.

Finanční ujednání: Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres au ministère des Armées. Le régime des paiements (versement d'avance, les acomptes et les versements à titre de règlement partiel ou de solde) est conforme aux dispositions des articles L.23911 à L.239210, R.23911 à R.23917, R.239116 à R.239128, R.239324 à R.239340 du code de la commande publique. Le délai global de paiement est de 30 jours.

Subdodávky:

Zhotovitel, dodavatel nebo poskytovatel musí uvést veškeré změny týkající se subdodavatelů, k nimž dojde během plnění zakázky.

5.1.15. Techniky

Rámcová dohoda:

Rámcová dohoda s obnovením soutěže

Maximální počet účastníků: 5

5.1.16. Další informace, mediace a přezkum

Organizace příslušná pro mediační řízení: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Organizace příslušná pro přezkum: Tribunal Administratif de Versailles

Informace o lhůtách pro přezkum: Référé précontractuel (avant la conclusion du marché) : articles L.5511 à 4et L.5511-10 à 12 du Code de la Justice Administrative (CJA) Référé contractuel : articles L.5511-3 à 23 du CJA (après la conclusion du marché dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution, en l'absence de respect du délai de suspension de signature de 11 jours, recours à exercer dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord-cadre. Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché (jurisprudence du Conseil d'État 4 avril 2014 "Département du Tarn et Garonne" n°358994).

Organizace poskytující další informace o zadávacím řízení: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Organizace poskytující další informace o podání návrhů na přezkum: Tribunal Administratif de Versailles

8. Organizace

8.1. ORG-0001

Oficiální název: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Registrační číslo: 15400005300582

Poštovní adresa: route des docks quartier ingénieur général Jayat CS 30704

Obec: VERSAILLES

PSČ: 78013

Nižší územní jednotka země (NUTS): Yvelines (FR103)

Země: Francie

E-mail: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr

Telefon: 01 39 67 28 37

Internetová adresa: www.marches-publics.gouv.fr

Koncový bod pro výměnu informací (URL): www.marches-publics.gouv.fr

Profil kupujícího: www.marches-publics.gouv.fr

Úlohy této organizace:

Kupující

Organizace poskytující další informace o zadávacím řízení

Organizace příslušná pro mediační řízení

8.1. ORG-0002

Oficiální název: Tribunal Administratif de Versailles

Poštovní adresa: 56 avenue de Saint-Cloud

Obec: VERSAILLES

PSČ: 78011

Nižší územní jednotka země (NUTS): Yvelines (FR103)

Země: Francie

Telefon: 01 39 20 54 00

Internetová adresa: <https://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Koncový bod pro výměnu informací (URL): <https://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Úlohy této organizace:

Organizace příslušná pro přezkum

Organizace poskytující další informace o podání návrhů na přezkum

8.1. ORG-0000

Oficiální název: Publications Office of the European Union

Registrační číslo: PUBL

Obec: Luxembourg

PSČ: 2417

Nižší územní jednotka země (NUTS): Luxembourg (LU000)

Země: Lucembursko

E-mail: ted@publications.europa.eu

Telefon: +352 29291

Internetová adresa: <https://op.europa.eu>

Úlohy této organizace:

TED eSender

Oznámení - informace

Identifikátor oznámení/verze: 1a164d68-1d35-4600-8840-fb37f8db9377 - 01

Druh formuláře: Zadávání

Typ oznámení: Oznámení o zahájení zadávacího nebo koncesního řízení – standardní režim

Podtyp oznámení: 18

Datum odeslání oznámení: 26/01/2026 10:34:04 (UTC+00:00) západoevropský čas

Jazyky, v nichž je toto oznámení oficiálně k dispozici: francouzština

Číslo zveřejnění oznámení: 58211-2026

Číslo vydání v řadě S Úř. věst.: 18/2026

